



FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 23 Novembre 2017

EMPLOI

NON AUX PLANS SOCIAUX À LA SNCF !

Restructurations, non-respect des accords d'entreprise, casse de l'emploi à statut, velléités de licenciements économiques voire de plans sociaux en direction des cheminots contractuels : la direction part à la dérive.

Dans un courrier daté du 26 octobre 2017 adressé aux représentants du personnel, le RH du Technicentre industriel Charente-Périgord annonce qu'il a fait appel à la DIRECCTE (inspection du travail) afin de pouvoir licencier en toute impunité les cheminots contractuels qui refuseraient une modification de leur contrat de travail liée à un reclassement. Ça suffit !

Face à cette situation, la Fédération CGT des Cheminots a convoqué la direction dans le cadre d'une DCI nationale. Celle-ci s'est tenue le 15 novembre dernier sur les points suivants :

- La politique de l'emploi au sein du GPF et particulièrement la création d'emplois au Statut ;
- Le rythme effréné des réorganisations ;
- Les attaques contre les droits des cheminots ;
- La préfiguration de l'application des ordonnances gouvernementales à la SNCF.

TECHNICENTRE INDUSTRIEL CHARENTE-PERIGORD

La direction considère que cela n'a rien d'un plan social ou de licenciement tout en précisant que les agents concernés seront accompagnés qu'ils soient au cadre permanent ou contractuels.

La CGT réaffirme que cela à tous les contours d'un plan social qui ne dit pas son nom. En conséquence, la Fédération CGT prendrait ses responsabilités en appelant les cheminots à agir si, d'aventure, la direction s'embarrait dans ce type de pratique.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

La direction affirme que la politique des activités et domaines du GPF, en matière d'emploi, se fonde sur les besoins en ressources et les capacités économiques de l'entreprise, sans rapport avec les ordonnances réformant le Code du travail et les évolutions du contexte qui en découlent !

La CGT réaffirme que depuis plusieurs années, la direction SNCF s'acharne à préparer le terrain, se positionnant comme véritable inspiratrice des choix gouvernementaux afin de déboulonner consciencieusement l'entreprise publique. La gestion par activités, la réforme de 2014 qui a éclaté la SNCF en 3 EPIC, les purges sur l'emploi, le recours à l'externalisation, à la sous traitance, la casse des métiers, la casse des repères collectifs visent en fait à servir les intentions des gouvernements successifs. La stratégie portée par la direction est donc bien liée aux décisions gouvernementales, et vice et versa !



LE GROUPE PUBLIC FERROVIAIRE : INDISSOCIABLE ET SOLIDAIRE ? VRAIMENT ?

Selon la direction SNCF, la politique de l'emploi relève de chaque ÉPIC, et de ses propres problématiques de production. Le GPF ne peut être décisionnaire même s'il met à disposition des ÉPIC les outils et ressources mutualisés utiles à la mise en œuvre de leurs politiques (en matière de recrutement, interne ou externe, et de mobilité, notamment) !

Les signataires de « l'accord de modernisation » de 2014 (qui allait entériner la réforme du ferroviaire et donc l'éclatement de la SNCF) doivent l'admettre : ils ont trompé les cheminots !

Au cours de cette DCI, la direction a toutefois convenu qu'il était temps de réunir le comité de suivi issu de l'accord du 30 décembre 2015 concernant le recrutement et signé par la CGT. A la bonne heure !

La CGT exige :

- La tenue d'une table ronde nationale sur l'emploi, cadrée par la direction du GPF ;
- L'ouverture de négociations salariales immédiates ;
- L'arrêt des projets de casse de l'emploi et de l'outil industriel tels qu'au Fret ou au Matériel ;
- La réinternalisation des charges de travail.

Face à une direction SNCF décomplexée, la Fédération CGT est convaincue que seul le rassemblement majoritaire des cheminots dans le cadre d'une action de haut niveau sera de nature à inverser durablement la stratégie patronale.

La direction du GPF entend bien accélérer la purge de l'emploi cheminot après en avoir décimé 6 288 en 5 ans dont 3 966 depuis la réforme de 2014.

Nous n'accepterons aucun plan social à la SNCF pas plus que nous n'accepterons la casse de nos métiers, de nos Instances Représentatives du Personnel, de nos droits et la casse de l'entreprise publique SNCF !

OUI À UN PLAN D'URGENCE FERROVIAIRE !

NON AUX PLANS SOCIAUX !

F É D É R A T I O N C G T D E S C H E M I N O T S

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
Email :



BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur:.....Tél :
Syndicat :Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :

